

Article

« La recherche-action : un nouveau mode de savoir? »

Jacques Rhéaume

Sociologie et sociétés, vol. 14, n° 1, 1982, p. 43-51.

Pour citer cet article, utiliser l'adresse suivante :

<http://id.erudit.org/iderudit/006775ar>

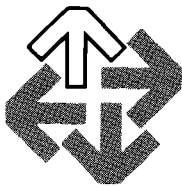
Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <http://www.erudit.org/apropos/utilisation.html>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : erudit@umontreal.ca

La recherche-action: un nouveau mode de savoir?



JACQUES RHÉAUME

La recherche-action est-elle une forme d'intervention parmi d'autres, un nouveau type de recherche, ou ce mélange suspect de la « vraie recherche » et de la « vraie action » ?

Pour plusieurs, la méthodologie « classique » de la recherche reste intacte: la recherche-action ne serait, au mieux, qu'une modalité particulière d'application de certaines procédures scientifiques. Qu'une enquête empirique soit faite par un chercheur reconnu ou des participants à un projet formés pour ce faire, que le processus même de la recherche améliore effectivement la qualité ou l'efficacité de l'action, cela apporte peu de nouveauté à la « méthodologie » comme telle.

Pour d'autres, la recherche-action est un *projet*, l'articulation nouvelle d'une science et d'une pratique du changement. Elle apparaît alors comme une vaste exploration et élucidation des formes et des mécanismes du changement social. Elle questionne radicalement le discours scientifique dominant au nom des savoirs issus d'une pratique nouvelle.

Pour mieux saisir la portée de ces positions différentes, il convient en premier lieu de définir ce que nous entendons par « recherche-action ». Nous le ferons en nous référant au modèle « classique » de la tradition lewinienne, en montrant également le développement de quelques tendances divergentes qui dépassent ce premier modèle. Nous évoquerons ensuite quelques exemples québécois de recherche-action pour illustrer les conditions et les limites de sa pratique. Nous terminerons en nous interrogeant sur la place de la recherche-action dans le monde de la recherche en sciences sociales.

L'EXPÉRIMENTATION SOCIALE : LE MODÈLE LEWINIEN

La recherche-action, comme approche générale, s'appuie sur cette idée centrale de la production d'un savoir qui se développe dans et par l'action réalisée par des groupes sociaux. Elle implique également un mode d'interaction réciproque entre les chercheurs, les praticiens et les diverses « clientèles » visées dans le changement. Elle comporte enfin une dimension éducative ou « rééducative ».

De telles caractéristiques sont déjà présentes dans l'élaboration du modèle « d'action research » de Kurt Lewin¹. Cette idée du développement de la science dans et par l'action est au cœur du projet lewinien. Elle s'appuie sur la correspondance établie entre le processus de la pensée scientifique, de la recherche de type expérimental en particulier et celui de l'action sociale planifiée vue sous l'angle d'un processus de résolution de problème. L'homme d'action comme le chercheur sont confrontés à des situations-problèmes qu'ils doivent analyser pour les comprendre, à la nécessité d'établir une problématique, à celle de formuler des objectifs et des hypothèses susceptibles, au moyen d'interventions appropriées de modifier ces situations, de résoudre ces problèmes. L'expérimentation sociale sera cette intégration optimale du processus expérimental de recherche dans l'action planifiée elle-même. Un tel projet procède, chez Lewin, d'une double critique. Il constate, d'une part, qu'une des sources fréquentes d'inefficacité de l'action sociale est l'insuffisance de l'analyse et de la théorie dans la compréhension des situations-problèmes, dans l'élucidation des raisons explicatives qui seules peuvent permettre une action efficace. D'autre part, il souligne les limites des modes habituels de la recherche par rapport à une théorisation satisfaisante du changement social. Il attribue cette limitation à l'impossibilité d'une vérification expérimentale adéquate des hypothèses formulées concernant le changement, dans des situations sociales complexes qu'on ne saurait reproduire en laboratoire. Une telle position n'est pas étrangère au pragmatisme philosophique d'un John Dewey² pour qui le processus scientifique de connaissance et l'action procèdent d'une même logique inductive. Lewin continuera cependant d'accorder un statut différent à la théorisation qui ne saurait être assimilée au processus d'une recherche-action.

Les travaux de Lewin et de son équipe vont entraîner une évolution importante de cette première définition de la recherche-action en posant progressivement le problème des rapports entre le chercheur-expérimentateur et le groupe-client ou, plus radicalement encore le rapport du savoir de l'expert et ceux des non-experts. Au départ, le schéma de la recherche traduit surtout les hypothèses élaborées par le chercheur-expérimentateur et s'impose comme tel à une action qu'il conditionne. Les exemples classiques de l'étude des formes de leadership dans les groupes restreints ou de la participation des employés d'une usine à l'introduction d'un changement technologique illustrent bien cette dominance de la démarche de recherche sur celle de l'action. L'action est dépendante d'un seul modèle de rationalité : celui du chercheur. De plus en plus les participants d'un projet donné seront associés plus pleinement à l'analyse des situations et aux choix des formes « d'expérimentation », sans pour autant s'écarter de la priorité accordée à l'expérimentation.

Cette implication relative des participants à la recherche-action, participants qui sont le plus souvent des administrateurs, des organisateurs communautaires, des représentants d'organismes sociaux, des employés... va faire apparaître une dimension importante des rapports entre savoir et pratique, celle de l'apprentissage. La recherche-action devient éducative tant au niveau des nouveaux modes d'interactions qu'elle permet d'expérimenter que des analyses produites dans le groupe. Pour Lewin, elle sera ré-

1. Kurt Lewin (1951), *Field Theory in Social Sciences*, New York, Harper and Row, 346 p. Voir aussi du même auteur (1948), *Resolving Social Conflicts*, New York, Harper and Row, 230 p.

2. John Dewey (1933), *How we think*, New York, D.C. Heath and Co.

éducative par l'introduction de nouvelles normes de fonctionnement, de nouvelles conduites expérimentées, d'un contexte démocratique plus permissif.

Ce dernier point nous amène à préciser une autre dimension qui caractérise l'approche lewinienne de la recherche-action. Cette dernière s'inscrit dans un contexte social spécifique en fonction de certains objectifs, de certaines valeurs qui vont influencer l'orientation des projets mis en œuvre. Dans le contexte de la deuxième guerre mondiale et des années qui suivirent, la crainte du fascisme, la présence du racisme, l'autoritarisme des institutions seront autant de facteurs que seule une démocratisation plus grande des rapports sociaux peut contrebalancer. Un tel projet était, pour Lewin, tout à fait compatible avec celui de la société américaine de l'époque.

Expérimentation sociale, participation, processus rééducatif formeront les composantes essentielles du modèle de recherche-action lewinien, sur la base des valeurs de rationalité et de démocratisation. Ces caractéristiques se retrouvent certes dans d'autres conceptions de recherche-action mais subissent aussi des modifications importantes.

RECHERCHE-ACTION : CONTINUITÉS ET RUPTURES

Diverses pratiques de la recherche-action, d'autres traditions de pensée et d'action vont remettre en question plusieurs éléments du modèle « classique » lewinien. Nous en donnons ici quelques exemples sans les approfondir.

LA TENDANCE EXPÉRIENTIELLE ET LA PRATIQUE DES GROUPES RESTREINTS³

Le *groupe de formation* (T-group), comme dispositif privilégié de la recherche-action lewinienne, issu des nombreux travaux sur la dynamique des groupes, sera profondément modifié sous plusieurs rapports. Le chercheur-expérimentateur joue un rôle plus actif de moniteur et bientôt de moniteur professionnel. L'objectif de la recherche-action sera de plus en plus subordonné à celui de la formation des participants et bientôt, dans beaucoup de cas, à la croissance des individus. Le « groupe restreint », de moyen privilégié dans une stratégie plus large d'action sociale « s'autonomise » : l'on met entre parenthèse son insertion dans un contexte plus large.

Cette *rupture* du groupe de formation dans ses liens avec l'action sociale va s'accompagner, sous l'influence, entre autres, du « mouvement du potentiel humain », de la pensée rogérianne, des thérapies nouvelles, d'une rupture plus radicale encore. L'importance de l'analyse rationnelle, la mise en forme de l'expérimentation et du « feed-back », dimensions typiques du T-Group, cèdent la place à l'exploration de diverses formes d'expression ou d'expériences plus immédiates (non verbales, corporelles, esthétiques). La nécessité d'une saisie conceptuelle, rationnelle, empirique de l'expérience vécue est mise en question. L'expérimental devient l'expérientiel.

LE DÉVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL : LA TENDANCE TECHNOCRATIQUE

Nous avons vu que le groupe de formation (T-Group) correspondait à une pratique de recherche, de formation et d'action qui, pour Lewin s'inscrivait comme moment privilégié d'une stratégie plus large d'action sociale. L'expérimentation de nouvelles conduites, de nouveaux modes de fonctionnement en situation de groupes restreints devait permettre de nouvelles compréhensions, des attitudes différentes des participants en vue de modifier les situations sociales plus larges où ils se retrouvent comme responsables, leaders, organisateurs.

D'autres travaux connexes vont introduire une autre tactique d'action représentative de la recherche-action, soit l'enquête feed-back, appliquée surtout en contexte

3. *Revue Sociologie et sociétés* (1977), *Psychologie, Sociologie, Intervention*, vol. 9, n° 2, Montréal, P.U.M.

organisationnel. L'enquête feed-back se déroule en partie comme toute enquête empirique utilisant principalement le questionnaire et l'entrevue comme techniques de cueillette de données. Elle offre ceci de particulier d'associer les participants à l'élaboration de la problématique d'enquête, à la cueillette des données et surtout à l'analyse et l'interprétation des résultats.

Le développement organisationnel⁴ est un type de changement planifié dans les organisations formelles qui, à l'origine, va s'appuyer sur une stratégie d'action fondée sur le groupe de formation et/ou l'enquête feed-back. Il vise à influencer le type de « culture » de l'organisation comme facteur décisif de changement. Ce projet va connaître dans la pratique des développements successifs. Dans sa forme actuelle, l'approche D.O. fait appel à un ensemble complexe de techniques d'interventions dont plusieurs sont issues des sciences de la gestion (la direction par objectif, l'analyse systémique opérationnelle, l'enrichissement des tâches, etc.). La pratique du D.O. sera également de plus confrontée aux dimensions structurelles et politiques de l'organisation. Elle sera perçue souvent comme une nouvelle technologie récupérative d'un développement qui privilégie la seule productivité.

L'ORIENTATION SOCIOANALYTIQUE: UNE PRATIQUE « HERMÉNEUTIQUE »

Le mouvement de la recherche-action de type lewinien, l'évolution de la pratique des groupes ou du développement organisationnel débordent certes l'expérience américaine. Plusieurs groupes émergeront en France ou en Angleterre qui demeurent assez près de ces courants, par exemple les travaux en France de l'A.R.I.P. (Association pour la Recherche et l'Intervention Psychosociologiques) ou ceux du Tavistock Institute, à Londres. D'autres expériences vont entraîner par ailleurs une critique radicale du modèle lewinien. L'analyse institutionnelle⁵, la sociopsychanalyse⁶ sont des exemples d'une critique politique et psychanalytique de la recherche-action. Le socioanalyste conteste le caractère rationaliste, technocratique, normatif, volontariste qui caractérise d'après eux maints projets de changement planifié ou de pratique des groupes. Au niveau de la pratique, tout en travaillant le plus souvent au niveau de groupes restreints, le socioanalyste veut favoriser dans le groupe l'analyse, l'élucidation des dimensions « inconscientes », latentes, des niveaux institutionnels et politiques que masque ou qu'occulte la dynamique groupale vue sous le seul angle psychologique. L'intervention socioanalytique vise à développer au sein des groupes clients un projet contre-institutionnel.

L'ORIENTATION SOCIO-POLITIQUE: L'ACTION SOCIALE

S'il existe aux États-Unis, ou au Québec, toute une tradition du « développement communautaire » qui n'est pas étrangère au modèle de recherche-action lewinien (les premières expériences « d'action research » de Lewin portaient précisément sur des problèmes d'intégration interethnique), il s'est développé également une toute autre perspective d'action sociale organisée qui conteste principalement les postulats socio-politiques du projet lewinien en ce qu'ils reflètent l'idéologie dominante de la société capitaliste; dans cette nouvelle perspective un véritable consensus social apparaît impossible. Chercheurs, praticiens et groupes sociaux ont plutôt à s'engager dans la poursuite d'objectifs de transformation sociale dans le cadre de rapports conflictuels. La recherche-action implique alors un tout autre type d'analyse et d'autres stratégies d'action qui dépassent

4. Wendell L. French, Cecil H. Bell jr. (1973), *Organization Development, Behavioral Science Interventions for Organization Improvement*, New Jersey, Prentice-Hall, 207 p. (chap. 8).

5. Olivier Cotinaud (1976), *Groupe et analyse institutionnelle*, Paris, Le Centurion, 234 p.

6. Collectif sociopsychanalyse (1978), *la Misère politique actuelle*, vol. 7, Paris, Payot, « Petite bibliothèque Payot », 214 p.

l'action au niveau des seuls groupes restreints ou même des organisations formelles. L'action collective sera privilégiée.

L'intervention sociologique d'Alain Touraine⁷ se rapprocherait de cette perspective critique dans la mesure où elle s'adresse à une clientèle engagée activement dans des mouvements sociaux. Paradoxalement, le dispositif concret de recherche-action choisi par Touraine sera le groupe plutôt restreint de participants hétérogènes. L'intervention consiste à partager avec les praticiens une analyse critique, une élucidation des orientations idéologiques et pratiques de leur action sociale. Elle ne porte aucunement sur la dynamique interactive ou les dimensions psychologiques du groupe. Nous ne pouvons nous empêcher, au-delà de cette différence d'objectifs essentielle de rapprocher ce mode d'intervention à celui du groupe de formation (T-Group).

Il est dangereux certes d'évoquer un éventail aussi large de pratiques différentes pour les relier à la seule perspective de la recherche-action lewinienne à laquelle elles ne sauraient être réduites. Par ailleurs, à un niveau suffisant de généralité, ces pratiques représentent autant de projets qui articulent différemment les rapports entre théorie et action, intervention « rééducative » et participation démocratique par rapport à une vision de transformation du social. Nous allons compléter ce bref survol des formes de la recherche-action par quelques exemples québécois.

RECHERCHE-ACTION DANS LE CONTEXTE QUÉBÉCOIS

La pratique de la recherche-action, au Québec, s'est développée principalement dans les années soixante, en particulier dans les secteurs de l'animation sociale et de l'éducation. Nous pouvons parler de recherche-action dans la mesure où un certain nombre de projets constituaient, en partie tout au moins, l'*expérimentation* d'un certain nombre de formules d'action réalisées par des universitaires, des praticiens et des groupes sociaux en interaction dynamique. Mentionnons quelques-uns des projets qui ont caractérisé cette période.

Le projet B.A.E.Q. (Bureau d'Aménagement de l'Est du Québec) est une opération d'envergure issue à la fois des préoccupations exprimées par les leaders locaux que de la volonté politique du gouvernement québécois. Initié en 1963, il avait pour objectif « d'élaborer et de présenter, pour le début 1966, un plan directeur d'aménagement du territoire-pilote au moyen d'une enquête-participation⁸ ». Cette *enquête-participation* sera principalement l'œuvre d'animateurs professionnels et d'animateurs locaux qui, sur le terrain, vont informer, sensibiliser les populations locales. Des enquêtes plus formelles et diverses études (économiques, géographiques, etc.) viendront compléter les « données » de base. L'on connaît la suite : dans l'esprit des planificateurs-technocrates de l'opération, l'enquête-participation se limitait à permettre un diagnostic comme première phase du plan d'aménagement à venir ; pour les participants et nombre d'animateurs, cette phase était déjà accomplie et une volonté de participer directement aux choix des solutions et à leur réalisation venait modifier l'équilibre d'un tel plan ! Ce conflit entre les planificateurs externes à la situation et les groupes locaux sera exacerbé par la création d'une part de l'O.P.D.Q. (Office de planification et de développement du Québec) et les diverses « Opérations-Dignités » d'autre part.

Durant la même période, d'autres projets d'animation sociale se développent en milieu urbain⁹. Le projet Saint-Henri, celui du Service social régional de Châteauguay

7. Revue *Sociologie et sociétés* (1978), *Changement social et rapports de classes*, vol. 10, n° 2, Montréal, P.U.M.

8. Aline Chèvrefils (1978), *le Rôle des animateurs sociaux*, Montréal, Les éditions coopératives Albert Saint-Martin, p. 43, 166 p.

9. Donald McGraw (1978), *le Développement des groupes populaires*, Montréal, Les Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 184 p.

et un peu plus tard ceux des quartiers Centre-Sud et Hochelaga en sont quelques exemples. Le Conseil des œuvres de Montréal, la Compagnie des jeunes Canadiens (C.J.C.), des universitaires, des stagiaires (service social), des leaders locaux vont être associés à ces projets qui visent à sensibiliser les gens de ces quartiers aux problèmes concrets qu'ils rencontrent, à les aider à s'organiser pour les résoudre (unités d'action, journaux, services d'entraide, groupes de pression, enquêtes, études...). Ces expériences et d'autres qui suivront seront autant de lieux où vont se préciser les stratégies d'action sociale, le rôle des animateurs, la nature des problèmes urbains (logement, écoles, services médicaux déficients) et leurs causes.

Dans le secteur de l'éducation, le ministère de l'Éducation sera l'initiateur de plusieurs projets d'envergure¹⁰. La Direction générale de l'éducation permanente (D.G.E.P.) lancera, en 1970 la double Opération départ Montréal et Opération départ province. Cette dernière était définie comme une vaste enquête-participante dans les diverses régions du Québec (sauf Montréal) pour faire l'inventaire des besoins de formation de la population adulte. Des rapports volumineux seront ensuite remis au Ministère pour fins de planification.

Au-delà de ce genre d'opération « diagnostic », d'autres projets seront plutôt axés sur le développement de nouvelles formes d'éducation. S.E.S.A.M.E. (Session d'enseignement spécialisé pour adultes par le ministère de l'Éducation) (1967) est « un projet d'action-recherche qui assume le double mandat d'élaborer un programme de formation pour formateur d'adultes et d'entreprendre la formation de ces professeurs. » T.É.V.E.C. (Télévision éducative) (1967), projet régional au Saguenay-Lac-Saint-Jean, aura pour objectif de scolariser les gens inscrits au programme à partir de contenus reliés aux problèmes socio-économiques vécus par la population et d'une animation qui favorise la participation. Multi-Média (1971) s'inscrira dans une démarche similaire.

Au niveau de l'enseignement primaire, la Direction générale de l'enseignement primaire et secondaire (D.G.E.E.S.) lance, en 1966, le projet S.E.M.E.A.¹¹ (Stage d'entraînement aux méthodes d'éducation active) qui a pour objectif « de donner une information poussée et une préparation de base à un millier d'instituteurs du cours élémentaire sur le sujet de l'école active et des méthodes d'enseignement ». Animés par des professionnels, ces stages seront de fait l'amorce d'une stratégie complexe d'action visant non seulement la formation d'instituteurs mais aussi l'établissement de conditions originales d'implantation de méthodes actives dans les écoles locales.

Le B.A.E.Q. et les différentes expériences de quartiers urbains correspondent d'assez près aux approches du développement communautaire et de l'action sociale. S.E.S.A.M.E. et S.E.M.E.A. participent davantage d'un modèle lewinien de recherche-action, et en partie, l'Opération départ. T.E.V.E.C. est un projet éducatif qui intègre également une perspective d'animation sociale.

Les projets que nous évoquons correspondent à une période bien précise de l'évolution sociale du Québec, celle de la « révolution tranquille » caractérisée par l'idéologie du « rattrapage » et de la modernisation. Planification sociale, société de participation, démocratisation sont à l'ordre du jour, dans un climat d'effervescence qu'accompagne une volonté politique de réorganisation en profondeur des organismes d'État. Les sciences sociales, dont le développement est encore assez récent à ce moment-là, seront souvent au cœur de cette réforme, tant par les vastes études (Commission Parent, commission Castonguay, etc.) qu'elle commande que dans les expérimentations qui s'ensuivent. Un des effets indirects de ces grandes opérations sera sans doute l'émergence

10. Nicole Gagnon (1972), « L'Éducation des adultes », *Recherches sociographiques*, vol. XII, n° 2.

11. J.J. Noreau, R. Tessier, B. Tremblay (1970), *L'Évolution d'une stratégie de changement, étude de l'entreprise de changement SEMEA dans l'enseignement élémentaire québécois*, Québec, ministère de l'Éducation — IFG, 263 p.

de groupes professionnels nouveaux, de programmes de formation professionnelle dans les universités (ou de consolidation de ceux qui existaient déjà (travail social, psychologie sociale, criminologie, andragogie...), formation spécialisée d'autant de « chercheurs-praticiens » du changement.

Nous pouvons situer plusieurs autres projets des années 70-80 dans le prolongement de ces premières expériences. La création même des C.E.G.E.P., de l'U.Q.A.M., du ministère des Affaires sociales seront des lieux d'innovations importantes. Mentionnons par exemple certains programmes de formation des maîtres qui vont s'appuyer explicitement sur une base de recherche-action : PERMAMA (Perfectionnement des maîtres en mathématique), PERMAFRA (Perfectionnement des maîtres en français, CPEC-PERFORMA (Certificat en enseignement collégial, projet de Perfectionnement et de Formation des maîtres). Dans le domaine de l'action sociale, de nombreux projets soit dans le secteur de l'éducation populaire, de la formation syndicale, des luttes urbaines dont on fait état par exemple dans les numéros récents de la *Revue internationale d'action communautaire* représentent de bons exemples de recherche-action. Celle-ci constitue même le thème de la parution du printemps 75¹².

Nous n'avons pas à insister sur le changement profond qui caractérise le contexte sociopolitique de l'après 70 jusqu'à aujourd'hui, et ceci malgré une relance partielle opérée par le Parti québécois depuis 76. La « révolution tranquille » a fait place à une bureaucratisation croissante des institutions gouvernementales, du système scolaire ou des organismes des « affaires sociales ». Nous pouvons constater l'évolution parallèle d'une spécialisation et d'une professionnalisation accrue des praticiens de l'animation sociale, ou plutôt de l'organisation communautaire, ceux de la pratique des groupes (travailleurs sociaux, andragogues, psychologues sociaux, psychosociologues, criminologues, génagogues, etc.). Par ailleurs, la syndicalisation massive des employés publics et para-publics, les divers Fronts communs viendront « troubler » quelque peu ce climat de concertation et de participation évoqué au moment de la période précédente. Et que dire du contexte économique, de la priorité accordée au développement de l'économie, de la gestion, de la technologie.

La recherche-action, comme projet d'expérimentation sociale, participatif et rééducatif doit ainsi se situer dans un contexte plus difficile où sont accentués la division du savoir, la distance entre les problèmes à résoudre et le rôle des preneurs de décision.

CONCLUSION : LA RECHERCHE-ACTION COMME RECHERCHE

Ce rapide survol de diverses formes de la recherche-action et de quelques exemples d'application nous laisse aussi entrevoir les apports et les limites d'un tel projet. Nous en énumérons quelques-uns en guise de conclusion.

- La recherche-action ne prétend aucunement remplacer d'autres formes de recherche, nécessaires, qui portent aussi sur la compréhension et l'explication du changement social. Elle est plus, par ailleurs, qu'une simple approche exploratoire et descriptive d'un certain nombre de situations particulières, de cas limités. S'il est vrai que la recherche-action est liée à telle situation concrète d'action, elle n'en demeure pas moins un mode d'exploration systématique des conditions du changement à partir d'un savoir constitué qui est précisément mis en cause, confronté par une pratique dans le but de le dépasser.

- La recherche-action n'est pas comme telle une autre méthodologie de recherche au sens où nous pouvons distinguer une méthode quantitative ou qualitative, une approche empirique, une élaboration théorique. Dans certains cas, elle pourra entraîner des

12. *Revue internationale d'action communautaire* (1981), la *Recherche-action, enjeux et pratiques*, vol. 45, n° 5, Montréal, Les Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 202 p.

procédures nouvelles comme l'enquête feed-back, mais dans l'ensemble elle s'appuie sur diverses méthodes de recherche d'utilisation assez générale en sciences sociales: les questionnaires d'enquête, l'analyse de contenu, l'entrevue, l'observation de groupe, etc. Elle contribue simplement au développement de ces méthodes.

- Les exemples que nous avons apportés plus haut nous font voir que la recherche-action constitue souvent un *moment* du processus d'action. Une enquête-participative survient à la suite d'une problématique générale déjà posée et pourra être suivie de formes d'action qui ne sont plus comme telles des recherches-action (*re*: B.A.E.Q. Opération départ). On peut remarquer aussi que des recherches-actions qui s'inspirent d'une approche socioanalytique ou de l'intervention sociologique de Touraine poursuivent principalement un but d'analyse, de diagnostic. Par ailleurs, la recherche-action présuppose le plus souvent d'autres recherches antérieures ou peut entraîner des recherches subséquentes qui participent d'une autre approche.

- La recherche-action n'est pas comme telle identifiée à une discipline particulière. Nous avons privilégié dans nos exemples la tradition de la psychosociologie américaine et celle de l'animation sociale où les références explicites à la recherche-action sont plus évidentes. Nous aurions pu détailler tout aussi bien le secteur du développement organisationnel ou de l'éducation. L'interdisciplinarité caractérise ces projets: psychologie, sociologie, économique, science politique, etc.

- Une des contributions importantes de la recherche-action est ce qu'elle nous apprend des rapports mêmes qu'elle institue entre chercheurs et praticiens, entre ceux-ci et des clientèles participantes, entre les organismes différents où se retrouvent les chercheurs d'une part, les praticiens et les groupes impliqués d'autre part. Il faudrait ajouter aussi la participation fréquente des « commanditaires » qui subventionnent et supportent la recherche. Une recherche empirique traditionnelle ou une recherche appliquée impliquent aussi de tels partenaires. Mais dans le cas précis de la recherche-action, il s'agit d'une interaction beaucoup plus étroite dans la mesure où la recherche entreprise est partie prenante des décisions et des opérations de l'action. La mise en présence des partenaires sert en quelque sorte « d'analyseur » des enjeux impliqués dans le projet.

- La recherche-action est aussi le lieu d'une véritable remise en question de la division sociale du savoir et du pouvoir entre les divers partenaires impliqués. Au-delà des différences propres des « savoirs pratiques » et du « savoir théorique », il existe souvent des écarts « culturels » importants entre le « chercheur », le praticien professionnel et les clientèles impliquées qui proviennent de catégorie ou de classes sociales différentes. Il devient difficile d'expliquer le concept d'aliénation à un groupe d'ouvriers manuels et l'explication risque de viser tout aussi bien « la culture savante » !

- Nous distinguons la recherche-action de la recherche-appliquée dans la mesure où cette dernière n'implique pas une dimension de participation et d'influence entre les chercheurs et les groupes sociaux visés par une recherche et la dimension d'influence, d'éducation entre les partenaires.

- Un des problèmes difficiles de la recherche-action est celui de l'engagement du chercheur par rapport aux objectifs d'une action où il est directement impliqué. Plus radicalement encore, la recherche-action est déjà située par rapport à des valeurs d'autonomie, de participation démocratique qui surdéterminent en quelque sorte l'objet même de la recherche, celui d'examiner les conditions d'un changement social.

- La recherche-action connaît de fait une évolution assez lente qui s'explique sans doute en partie par les limites ou conditions que nous venons d'évoquer. L'équilibre difficile entre recherche-action-participation est plus radicalement encore une autre explication des réticences qu'elle entraîne. Elle n'en apparaît que d'autant plus nécessaire.

RÉSUMÉ

La recherche-action représente moins une nouvelle méthodologie de la recherche en sciences sociales qu'un nouveau type de rapport entre des chercheurs et des groupes sociaux engagés dans une dynamique d'action. Dans la tradition lewinienne, la recherche-action est un projet d'expérimentation sociale participatif et éducatif. Un tel projet, dans sa pratique, soulève plusieurs enjeux autour des relations de pouvoir et de la domination culturelle entre chercheurs, praticiens et groupes sociaux. Il questionne, plus globalement, l'utilité sociale de la recherche sur le changement social. Un survol rapide de quelques modèles alternatifs (action sociale, herméneutique, existentiel) vient relativiser l'approche lewinienne principalement développée dans ce texte.

SUMMARY

Action research represents less a new research method in the social sciences than a new type of relationship between researchers and social groups engaged in the dynamics of action. In the Lewinian tradition, action research is a participative and educative project in social experimentation. Such a project, in practice, raises several stakes in power relationships and in cultural dominance among researchers, practitioners and social groups. It questions, in the broader context, the social utility of research on social change. A rapid overview of some alternative models (social action, hermeneutic, existentialist) is introduced to bring the fundamentally Lewinian approach of this paper into perspective.

RESUMEN

La investigación-acción no representat tanto una nueva metodología de investigación en ciencias sociales, como un nuevo tipo de relaciones entre los investigadores y los grupos sociales comprometidos en una dinámica de acción. En la tradición lewiniana la investigación-acción es un proyecto de experimentación social participativo y educativo. Un tal proyecto, en su práctica, provoca ciertos cuestionamientos en torno de las relaciones de poder y de dominación cultural entre investigadores, practicantes y grupos sociales. Cuestiona de una manera más global, la utilidad social de la investigación sobre el cambio social. Un examen rapido de algunos modelos alternativos (acción social, hermaneútica existencial) permite matizar el enfoque lewiniano, desarrollado principalmente en este texto.